Cultures nationales en Autriche-Hongrie (1867- 1918)

Hélène Leclerc

▶ **To cite this version:**

Hélène Leclerc. Cultures nationales en Autriche-Hongrie (1867- 1918). Hélène Leclerc. Cultures nationales en Autriche-Hongrie (1867- 1918). Contacts, confluences et transferts, CEGIL, pp.3-7, 2013. hal-01635903

HAL Id: hal-01635903

https://univ-tlse2.hal.science/hal-01635903

Submitted on 15 Nov 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Cultures nationales en Autriche-Hongrie (1867-1918)

Contacts, confluences et transferts

Actes de la journée d'études organisée à l'Université de Toulouse 2 – Le Mirail le 12 octobre 2012

Études réunies et éditées par Hélène Leclerc

CEGIL Nancy

2012

En couverture :
Viribus Unitis (1914)
Avec l’aimable autorisation du Bildarchiv de la Bibliothèque nationale de Vienne

Avant-propos

« Aborder l'Autriche-Hongrie, c'est presque inévitablement aborder la complexe question des nationalités »,[1] et partant, le « problème des nationalités »[2] dans sa dimension conflictuelle. Toutefois, à côté des conflits de nationalités, en dépit d'une tendance générale croissante à l'autonomie nationale en Autriche-Hongrie, à l'éloignement et à la séparation des nationalités les unes des autres,[3] existèrent aussi pendant toute la durée de la Double Monarchie, des contacts fructueux, des échanges et transferts culturels ainsi que la possibilité d'un dialogue, d'une entente entre différentes nationalités. En témoignent les multiples réflexions menées tout au long de la période au sujet d'une réorganisation de la Monarchie, plus soucieuse de l'égalité de droits des groupes nationaux, même si l'historien Robert Kann souligne que cette réflexion émanait d'abord d' « écrivains politiques ou d'hommes politiques écrivains qui s'affranchissaient alors en général, par ces propositions de réformes, de leurs attaches partisanes »,[4] puis, dans un second temps, d'hommes d'État et de hauts fonctionnaires autrichiens, et dans une bien moindre mesure hongrois. Deux institutions ont, quant à elles, donné lieu à de véritables projets de réorganisation nationale de la Monarchie ; il s'agit de l'Assemblée de Kroměříž (Kremsier) en 1848-49 et du congrès social-démocrate de 1899 à Brno (Brünn), qui élabora un « programme pour les nationalités ». [5] Témoignent également de cette entente souhaitée la recherche et

---

[1] Thierry Carpent (éd.) : *Nation, nationalisme(s), identité(s) : les rapports des Allemands d'Autriche-Hongrie avec les autres nationalités de l'Empire et les Allemands du Deutsches Reich (1867-1918) : actes de la journée tenue à Nancy le 9 décembre 2011*, Nancy : CEGIL, 2012, p. 3.

[2] Selon la formule de Robert Kann : *Das Nationalitätenproblem der Habsburgermonarchie: Geschichte und Ideengehalt der nationalen Bestrebungen vom Vormärz bis zur Auflösung des Reiches im Jahre 1918*, 2 vol., Graz : Böhlau, 1964.

[3] Gerald Stourzh : „Die Gleichberechtigung der Volksstämme als Verfassungsprinzip", in Adam Wandruszka, Peter Urbanitsch (Hgg.), *Die Habsburger Monarchie 1848-1918*, Band III : *Die Völker des Reiches* (2 vol.), Wien : Verlag der österreichischen Akademie der Wissenschaften, 1980, p. 1187-1188.

[4] R. Kann cite entre autres Joseph von Eötvös, Adolph Fischhof, Karl Renner et Ignaz Seipel. Cf. R. Kann : « Zur Problematik der Nationalitäten in der Habsburger Monarchie », in Wandruszka/Urbanitsch (cf. note 3), p. 1306.

[5] *Ibidem.* R. Kann souligne également le rôle du tribunal administratif autrichien [*Verwaltungsgerichtshof*] et de la Cour de justice de l'Empire [*Reichsgericht*] dans ces tentatives de réforme.

l'élaboration de compromis, dont certains, comme le compromis de Bucovine adopté en 1910, ont réussi.[6]

Certes, tout espace de rencontre, tout lieu où se mélangent nationalités différentes, est potentiellement un espace de confrontation et de conflit. Et les zones de contact entre cultures nationales distinctes ne manquaient pas dans l'espace austro-hongrois, qu'il s'agisse, pour la Cisleithanie, des Allemands et des Tchèques en Bohême et en Moravie, des Allemands et des Italiens au Tyrol ou, dans une moindre mesure, dans le Vorarlberg, mais aussi des Allemands et des Slovènes dans le sud de la Styrie, en Carinthie et en Carniole, des Polonais et Ruthènes en Galicie, des Allemands, Polonais, Ruthènes, Roumains et Magyars en Bucovine, des Serbes et Croates, Italiens et Allemands en Dalmatie, ou encore des Allemands, Slovènes, Serbes et Croates, Italiens à Trieste et en Istrie, ainsi que des Allemands, Slovènes et Italiens à Görz (Gorizia/Gorica) et Gradisca. En Transleithanie, sept nationalités cohabitaient : les Magyars, majoritaires, Allemands, Slovaques, Roumains, Ruthènes, Croates et Serbes.[7] Seuls cinq groupes nationaux (Croates, Magyars, Slovaques, Slovènes et Tchèques) vivaient exclusivement en Autriche-Hongrie. Tous les autres, c'est-à-dire la majorité en nombre d'habitants, vivaient, pour une large part, dans des États voisins de l'Empire austro-hongrois. Il s'agissait des Allemands, des Italiens, des Polonais, des Roumains, des Ruthènes et des Serbes.[8] Les cultures nationales étaient donc non seulement en contact au sein de l'Autriche-Hongrie, mais les contacts s'opéraient également entre populations d'une même nationalité par-delà les frontières étatiques.

Sans idéaliser bien sûr la situation de l'État multinational austro-hongrois et sans sacrifier au mythe habsbourgeois de la coexistence harmonieuse des peuples de la

---

[6] Le bilan du compromis morave de 1905 est beaucoup plus contrasté. Cf. Hannelore Burger : *Sprachenrecht und Sprachgerechtigkeit im österreichischen Unterrichtswesen 1867-1918*, Wien : Verlag der österreichischen Akademie der Wissenschaften, 1995, p. 190 sqq. H. Burger souligne l'extrême ambivalence de ce compromis qui a en réalité contribué à « nationaliser » le quotidien des Moraves. Sur le succès du compromis de Bucovine, cf. Gerald Stourzh (note 3), p. 1191-92.
Signalons encore le projet de compromis entre Polonais et Ruthènes en Galicie, élaboré à la veille de la Première Guerre mondiale et qui ne put donc voir le jour. L'historien Erich Zöllner conclut de ces différents compromis que les divergences nationales n'étaient pas insurmontables. Cf. Erich Zöllner : *Geschichte Österreichs* (1961), Wien : Oldenburg, 1990, p. 435.

[7] On se reportera avec profit aux statistiques établies par R. Kann (note 2), vol. 2.

[8] *Ibidem*, p. 1311.

monarchie,[9] il apparaît donc pertinent de réfléchir aux phénomènes de confluences entre cultures nationales et à la mise en œuvre de la rencontre, qu'elle soit effective ou souhaitée, recherchée.

Telle fut l'ambition de la journée d'études organisée le 12 octobre 2012 à l'Université de Toulouse 2-Le Mirail, dont les résultats sont présentés dans ce volume. Hélène Leclerc procède à un état des lieux de la situation des nationalités en Autriche-Hongrie par le biais du projet d'une « Autriche polyglotte » élaboré par le savant et patriote tchèque Jan Evangelista Purkyně l'année même où fut conclu le compromis austro-hongrois. En héritier des Lumières et du courant bohémiste qui plaidait avant 1848 pour un patriotisme commun aux Allemands et Tchèques en Bohême, Purkyně, qui, comme beaucoup de Tchèques, n'approuve pas le système dualiste en train de se mettre en place, rappelle avec vigueur la nécessité d'une entente entre les différentes nationalités d'Autriche-Hongrie et d'un traitement juste et équitable de toutes les nationalités, en particulier des Slaves, en lesquels il voit les grands perdants du Compromis de 1867. Cela passe par une meilleure compréhension mutuelle et donc, selon lui, par la connaissance de la langue des autres et par une politique linguistique et scolaire à la mesure de cet impératif. Purkyně souligne le rôle essentiel de « l'intelligence », c'est-à-dire de la culture et de la connaissance dans le rapprochement entre nationalités. Sa brochure *Austria Polyglotta* permet de saisir et de synthétiser les enjeux majeurs de l'année 1867.

Après ce tableau général introductif, Laurent Dedryvère, Daniel Baric et Kinga Joucaviel proposent chacun une étude de cas. Laurent Dedryvère s'intéresse au rôle joué par trois associations allemandes de diffusion de la connaissance en Autriche (l'association viennoise *Verein zur Verbreitung naturwissenschaftlicher Kenntnisse in Wien*, fondée en 1860 ; l'association pragoise *Deutscher Verein zur Verbreitung gemeinnütziger Kenntnisse* 1869-1938 et l'association styrienne *Steiermärkischer Volksbildungsverein* 1870-1921) dans la recherche de concorde entre nationalités. Si, à la différence d'un Purkyně, les représentants de ces associations libérales sont convaincus de la supériorité culturelle de l'allemand et ne peuvent envisager d'autre langue d'enseignement que l'allemand au lycée

[9] Voir sur ce point l'article de Jacques Le Rider : « Le mythe habsbourgeois de la coexistence harmonieuse des nationalités et ses principes antagonistes. Le colonialisme et le nationalisme », in Herta Luise Ott, Marc Beghin (éds) : *Penser le pluriculturel en Europe central, Chroniques allemandes n°11,* 2006-2007, p. 73-84. Jacques Le Rider parle de « coexistence sans cohésion », p. 83.

et à l'Université, certains sont toutefois capables, en vertu de leurs idéaux libéraux, de reconnaître les mérites des autres cultures nationales, qu'ils exhortent à ne pas mépriser. L'article de Laurent Dedryvère permet de saisir la nature complexe du libéralisme autrichien ; il souligne bien le tiraillement idéologique de ces libéraux entre la promotion d'idéaux universalistes et la défense d'intérêts nationaux allemands face aux revendications des autres nationalités. Ainsi la logique de ségrégation linguistique coexiste-t-elle chez eux avec la recherche de collaborations transnationales, l'idée d'une dimension potentiellement intégratrice et supranationale de la science rencontrant toutefois des limites, notamment en raison du présupposé libéral de la prééminence culturelle allemande qui transcenderait toute appartenance nationale.

Ce rôle primordial dévolu à la connaissance et à sa diffusion est également mis en avant par les voyageurs sur les traces desquels Daniel Baric nous conduit. Parcourant les territoires des Slaves du Sud (Slavonie, Bosnie, Dalmatie) au moyen de trois modes de transport différents (à cheval, en train et en bateau), induisant différents modes de compréhension réciproque, ces auteurs germanophones (Roda Roda, Bernard Wieman et Hermann Bahr) partent non seulement à la rencontre des populations slaves du Sud, mais surtout à la recherche d'éléments de culture transnationale permettant d'appréhender ce que peut être l'Autriche. Daniel Baric rappelle à juste titre la réduction des distances rendue possible par le développement des transports et pose la question de l'influence de la locomotion comme facteur de cohérence interne, son absence ou son insuffisant développement étant cruellement ressentis par les populations de ces marges de l'Empire. Daniel Baric souligne ainsi la dimension économique du conflit entre nationalités.

Kinga Joucaviel nous entraîne ensuite vers une autre marge de l'Empire austro-hongrois, le Royaume de Galicie-Lodomérie, province polonaise annexée par l'Autriche lors du premier partage de la Pologne en 1772. Procédant à un rappel historique de la situation de la Galicie au sein de l'Autriche depuis cette annexion, elle met en évidence les ambiguïtés de l'image de l'Autriche-Hongrie dans la mémoire des Polonais, entre attachement et rejet, l'Autriche-Hongrie étant certes perçue comme une puissance occupante, mais offrant cependant aux Polonais de Galicie un sort bien plus enviable que celui des Polonais des provinces échues à la Russie et à la Prusse, ce qui a pu contribuer, après-coup, à une idéalisation de l'époque austro-hongroise.

Ce sont également deux regards rétrospectifs portés sur l'Autriche-Hongrie que nous proposent Isabelle Ruiz et Yves Iehl, à travers le biais de la littérature et de deux écrivains juifs. Le premier, Johannes Urzidil (1896-1970), auteur pragois de langue allemande, incarne la volonté de médiation entre les nations, en particulier entre Tchèques et Allemands, et la recherche d'un ciment culturel en dehors de l'idée de nation. Urzidil développe une argumentation moins politique que culturelle, prônant, à l'instar de Purkyně, dont il connaît d'ailleurs et cite les travaux, que c'est par la culture que l'on réussit à dépasser les conflits. Comme l'écrit Isabelle Ruiz, « face à la montée des nationalismes [dans les années 1920], [il] choisit de considérer ce qui unit et non ce qui divise » et sa vision d'une Autriche idéale, supranationale, se met au service de cet objectif, sans qu'il soit pour autant dupe de son propre tableau. Le second écrivain est Stefan Zweig (1881-1942), qui incarne et défend un modèle d'assimilation et, comme le formule Yves Iehl, de « fusion synthétique de l'identité juive et de l'identité viennoise ». En esquissant une comparaison entre Zweig et deux autres écrivains juifs autrichiens, Arthur Schnitzler et Hugo von Hofmannstahl, Yves Iehl souligne bien le rôle essentiel joué par ces écrivains dans la défense d'une culture viennoise à la fois enracinée dans la tradition germanique mais également attachée à l'idée de l'État multinational autrichien. Le tableau de l'Autriche-Hongrie que livre Zweig dans ses mémoires en particulier peut certes paraître relever d' « une utopie autrichienne rétrospective », notamment par la façon dont l'écrivain semble minimiser l'importance de l'antisémitisme, mais il est aussi plaidoyer pour une Europe à venir, capable de dépasser les nationalismes.

L'article qui clôt ce recueil a valeur et ambition de synthèse. S'intéressant à des territoires situés aux marges de l'Empire austro-hongrois ou considérés comme tels (la Bohême, la Carniole et la Transylvanie), Jean-François Berdah adopte la perspective de l'histoire économique pour souligner le rôle particulièrement – et paradoxalement – très actif de ces prétendues périphéries de la Monarchie. Il souligne ainsi l'importance du développement et de la modernisation économiques comme instrument de cohésion interne, révélant alors l'alternative périlleuse à laquelle Vienne se trouva finalement confronté : encourager la modernisation des périphéries et accroître ainsi le développement des mouvements nationaux, ou bien laisser ces provinces et leurs nationalités à l'abandon et

aux influences extérieures et risquer également de renforcer les nationalismes.

Hélène Leclerc